

La crise de l'habitat recule peu à peu

Page 4

LE JOUR

D'ALGERIE

Après les coups de feu ayant ciblé quatre gendarmes

Deux dangereux terroristes éliminés par l'ANP à Bougarra

Page 3

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4189 - Ven. 2 - Sam. 3 juin 2017 - Prix : 10 DA

Croissance au ralenti, tensions, inflation, chômage...

Les recommandations du FMI à l'Algérie

Page 3

FFS

Le responsable de la fédération de Tizi Ouzou suspendu

Page 4

Réchauffement climatique

Trump refroidit les espoirs de la Planète

Bloqués en territoire marocain

L'Algérie décide d'accueillir des ressortissants syriens

Page 3

Cinéma

«Le voyage de Keltoum» de Anis Djâad en compétition en Inde

Page 24



L'imprévisible président américain a encore frappé très fort en claquant la porte de l'accord trouvé à l'issue de la COP21 en 2015. Une décision qui a provoqué un tollé international. Lire page 2

Coup d'envoi de la saison estivale à Béjaïa

«Objectif : autoriser toutes les plages de la wilaya en 2018»

Page 4

La comédie «Adda zine el-hedda»

La première sortie internationale prévue en Tunisie

Page 13

Réchauffement climatique

Trump refroidit les espoirs de la Planète

■ L'imprévisible président américain a encore frappé très fort en claquant la porte de l'accord trouvé à l'issue de la COP21 en 2015. Une décision qui a provoqué un tollé international.

Par Meriem Benchaouia

Donald Trump a annoncé jeudi que les Etats-Unis se retireraient de l'Accord de Paris sur le climat. «*Nous sortons*», a déclaré le président des Etats-Unis sous les applaudissements lors d'une cérémonie à la roseraie de la Maison-Blanche lors de laquelle il a qualifié les conditions économiques et financières liées à l'Accord de Paris de «*dracونيennes*». «*Dans le but de remplir mon devoir solennel de protéger l'Amérique et ses citoyens, les Etats-Unis se retireront de l'Accord de Paris sur le climat*», a déclaré le chef de la Maison-Blanche. Mais, a-t-il ajouté, les Etats-Unis vont entamer des négociations, ou bien pour revenir dans l'Accord de Paris, ou bien pour «*entrer dans une nouvelle transaction sur des termes qui soient équitables pour les Etats-Unis, leurs entreprises, leurs salariés, leur population, leurs contribuables*». Le président américain juge en effet l'Accord trop coûteux pour les Etats-Unis. «*Si nous y parvenons, tant mieux, sinon tant pis*», a ajouté le président américain. Après des semaines d'atermoiements, l'homme d'affaires septuagénaire tient ainsi une de ses promesses de campagne au nom de la défense des emplois américains. Donald Trump s'était engagé à abandonner un accord multilatéral scellé fin 2015 dans la capitale française et voulu par son prédécesseur Barack Obama, et visant à limiter la hausse de la température moyenne mondiale. De nombreuses voix sur la scène internationale (Chine et UE en tête) ou dans le monde des affaires et au sein même de son administration, l'ont appelé à revoir sa position, rappelant l'urgence d'agir face au réchauffement en cours. Manifestement cette ligne ne l'a pas emporté.

Macron dénonce «une faute pour l'avenir de notre planète»

Emmanuel Macron a refusé toute renégociation de l'Accord de Paris sur le climat lors d'une allocution télévisée jeudi soir après l'avoir signifié à Donald Trump, lançant à l'adresse des Américains: «*make our planet great again !*» (rendez notre planète de nouveau formidable). Lors d'un échange «*direct*» de cinq minutes au téléphone, le président français a prévenu son homologue américain, selon l'Elysée, que si l'on «*pouvait discuter*», «*rien n'était négociable dans les accords de Paris*» sur le climat. «*Les Etats-Unis et la France continueront à travailler ensemble mais pas sur le sujet du climat*», a martelé le chef de l'Etat français lors de cet échange téléphonique, a-t-on précisé



P.M.D.R.

à l'Accord de Paris

L'Union européenne (UE) et l'Union africaine (UA), ont réaffirmé hier, leur «*ferme attachement*» et leur détermination à mettre en œuvre intégralement l'Accord de Paris sur le climat. «*L'Union européenne et l'Union africaine réaffirment leur ferme attachement à la mise en œuvre intégrale de l'Accord de Paris et demandent à tous les partenaires de maintenir l'élan créé en 2015*», ont-elles affirmé dans un communiqué commun. L'UE et l'UA s'engagent, avant la COP23 en novembre, à «*travailler ensemble pour finaliser le programme de travail de l'Accord de Paris*», soulignant que «*les changements climatiques et les énergies renouvelables figurent à l'ordre du jour du prochain sommet Afrique-UE*» prévu à Abidjan (Côte d'Ivoire) les 29 et 30 novembre prochain. Pour l'UE et l'UA, ce sommet constitue une «*occasion de confirmer la forte solidarité avec les personnes les plus vulnérables au changement climatique*» et «*la détermination à travailler ensemble pour bâtir des économies solides et durables et des sociétés résistant aux changements climatiques*». L'UE et l'UA réaffirment, à ce titre, leur engagement à «*continuer de s'attacher aux effets néfastes des changements climatiques sur la santé humaine et animale, les écosystèmes naturels et autres impacts sociaux et économiques qui menacent les acquis de développement de la communauté mondiale*».

Trente Etats américains s'opposent à la décision

Une trentaine d'Etats américains s'est opposée à la décision du président, Donald Trump en affirmant qu'ils allaient poursuivre leurs politiques de réduction de gaz à effet de serre. Juste après l'annonce jeudi de cette décision, le gouverneur de New York, Andrew M. Cuomo a dévoilé un projet d'investissement dans les énergies renouvelables de 1,65 milliard de dollars. Dans une interview, Cuomo a déclaré qu'il allait consacrer 150 millions de dollars supplémentaires pour équiper des écoles et des bâtiments publics en toitures solaires en avançant que ce nouveau projet combiné à d'autres mesures antérieures allait créer 40 000 emplois dans l'Etat de New York, soit le double d'emplois créés dans le secteur de l'industrie minière en Virginie occidentale. Le gouverneur a ajouté que l'Etat de New York a établi un partenariat avec un consortium de banques pour financer des projets énergétiques et solaires.

M. B./Agences

de même source. Emmanuel Macron a affirmé que Donald Trump avait commis une «*erreur pour l'avenir de son pays*» et «*une faute pour l'avenir de la planète*». «*Nous ne renégocierons pas un accord moins ambitieux, en aucun cas*», a-t-il encore prévenu, appelant «*l'ensemble des pays signataires*» de l'Accord de Paris «*à demeurer dans le cadre*» de cet accord, «*à rester à la hauteur des responsabilités qui sont les nôtres et à ne rien céder*». A l'adresse des Etats-Unis, le président français a lancé: «*ne vous trompez pas, sur le climat, il n'y a pas de plan B parce qu'il n'y a pas de planète B*». Emmanuel Macron a également invité les scientifiques et entrepreneurs américains à venir travailler en France. «*A tous les scientifiques, ingénieurs, entrepreneurs, citoyens engagés que la décision du président des Etats-Unis a déçu*», il a assuré qu'ils trouveraient «*dans la France, une seconde patrie*».

Condamnation internationale

La communauté internationale condamne en chœur la décision de Trump. Angela Merkel «*regrette*» le choix des Etats-Unis. La chancelière allemande s'est dite hier «*plus déterminée que jamais*» à agir pour le climat. «*Cette décision ne peut et ne va pas arrêter ceux d'entre nous qui estimons avoir le devoir de protéger la planète*», a dit la chancelière allemande à Berlin. «*Nous sommes plus déterminés que jamais en Allemagne, en Europe et dans le monde à rassembler toutes nos forces*» pour faire face

au défi climatique, a-t-elle ajouté. Le commissaire européen au Climat déplore de son côté «*une décision unilatérale*», tandis que Barack Obama a dénoncé «*cette administration [qui] se joint à une petite poignée de pays qui repoussent l'avenir*». Il a aussitôt jugé dans un communiqué que son successeur «*rejetait l'avenir*» tout en affirmant que cette décision n'entraverait pas les progrès écologiques dans le reste du monde.

De même, l'ancien vice-président américain Al Gore a condamné cette décision qu'il juge dans un communiqué «*dangereuse et indéfendable*». Le président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker a jugé «*gravement erronée*» la décision du président américain, alors que le commissaire européen à l'Action pour le climat et l'énergie, Miguel Arias Canete, a regretté «*profondément*» la décision «*unilatérale*» de l'administration Trump.

Le président du Parlement européen, Antonio Tajani, a assuré que l'Accord de Paris sera mené à bien avec ou sans l'administration américaine. «*L'Accord de Paris doit être respecté*».

C'est une question de confiance», a-t-il réagi à l'annonce du retrait des Etats-Unis de l'Accord de Paris sur le climat. «*La décision des Etats-Unis ne doit pas freiner notre mobilisation en faveur de la lutte contre le réchauffement climatique*», a estimé le Premier ministre belge Charles Michel, plaçant pour «*redoublement d'efforts pour faire en sorte que les grandes puissances réaffirment leurs*

engagements».

Donald Trump a commis une «*faute honteuse*» en sortant son pays de l'Accord de Paris sur le climat, a estimé hier Laurent Fabius, ancien président de la COP21, qui a dénoncé le «*lot de mensonges*» proférés sur le sujet par le président américain. «*Cette décision, ce discours, c'est une faute honteuse, et une erreur majeure. Ensuite c'est un lot de mensonges, et la seule réaction est la mobilisation mondiale, c'est ce qu'il faut faire*», a-t-il dit sur la chaîne de télévision France 2.

La Chine promet d'appliquer l'accord sur le climat

La Chine, premier pollueur mondial, a promis hier d'appliquer l'Accord de Paris sur le climat, au lendemain du retrait des Etats-Unis annoncé par le président Donald Trump. «*Nous pensons que l'Accord de Paris reflète l'agrément le plus large de la communauté internationale autour de la question du changement climatique*».

Les parties prenantes doivent chérir ce résultat chèrement gagné», a déclaré devant la presse la porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, Hua Chunying. Le gouverneur chinois «*prendra des mesures concrètes*» en réponse au changement climatique, a-t-elle assuré.

«*Nous tiendrons sincèrement nos obligations*».

L'UE et l'UA réaffirment leur attachement

Croissance au ralenti, tensions, inflation, chômage...

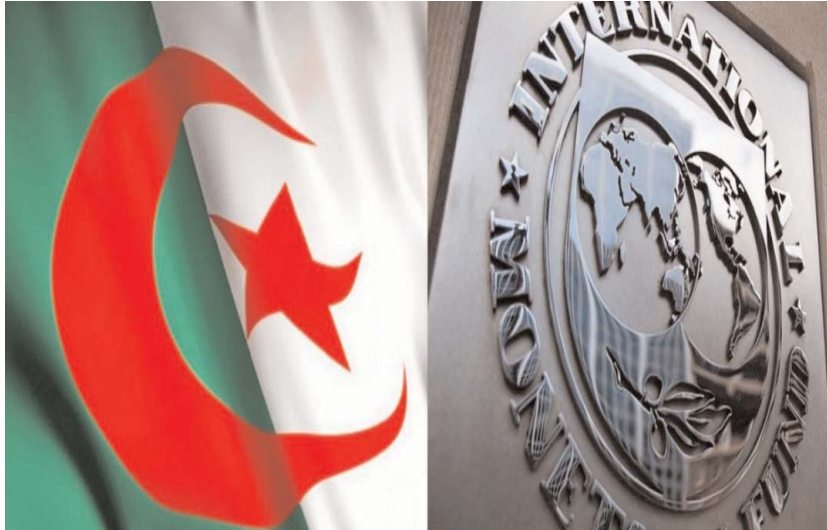
Les recommandations du FMI à l'Algérie

■ «Mettre en œuvre un dosage équilibré des mesures de politique économique, ainsi que des réformes structurelles ambitieuses pour assurer la viabilité des finances publiques, réduire les déséquilibres extérieurs, diminuer la dépendance à l'égard des hydrocarbures et rehausser la croissance potentielle», sont les quelques recommandations du FMI (Fonds monétaire international) publiées jeudi dans son rapport annuel sur l'économie algérienne.

Par Lynda Naili

Dans son rapport annuel sur l'économie algérienne, le Fonds monétaire international (FMI) qui, le 26 mai dernier 2017, a achevé les consultations au titre de l'article IV avec l'Algérie, a relevé un ralentissement de la croissance notamment dans le secteur hors hydrocarbures, en partie sous l'effet de la réduction des dépenses, estimée à 2,9% pour 2016. Une croissance «restée soutenue en 2016 et s'établissant à 3,5%», a souligné le FMI qui a légèrement modifié ses prévisions de croissance pour 2017 en tablant désormais sur un taux de 1,3% contre 1,4% anticipé en avril dernier. Pour 2018, l'économie algérienne devrait enregistrer une croissance de 0,7% contre 0,6% prévu auparavant.

Dans son rapport, le FMI trace des courbes tantôt en croissance, tantôt en décroissance et parfois stables pour les données macroéconomiques algériennes. C'est ainsi que le taux d'inflation établi à 4,8% en 2015, puis à 6,4% en 2016, il se chiffre à 7,7%, en glissement annuel, en février 2017. En raison de ces «tensions inflationnistes, les administrateurs (du FMI) encouragent les autorités (algériennes) à être prêtes à relever leur taux directeur», est-il recommandé dans le rapport. Concernant le taux de chômage, les données de l'établissement de Christine Lagarde indiquent qu'il s'est établi à 10,5% en septembre 2016, tout en précisant que ce taux «reste plus particu-



lièrement élevé chez les jeunes (26,7%) et les femmes (20,0%)». En outre, les administrateurs de la place de Bretton Woods soulignent que «malgré un certain redressement des finances publiques en 2016, les déficits budgétaires et courant restent larges et la dette publique a augmenté, en partie sous l'effet de la matérialisation des garanties de prêts octroyées par le gouvernement». Sur la dette extérieure, le Conseil d'administration du FMI estime qu'elle «reste très faible», et de souligner que «les réserves internationales (de l'Algérie) bien qu'encore abondantes, ont chuté rapidement», mais elles restent «à un niveau confortable». Préconisant la mise en œuvre de mesures pour déve-

lopper le marché des changes officiel et réduire l'activité sur le marché parallèle, ils soulignent qu'«une plus grande flexibilité du taux de change, accompagnant l'assainissement des finances publiques et les réformes structurelles, contribuerait à réduire les déséquilibres extérieurs et à favoriser le développement du secteur privé».

«L'endettement extérieur et cession d'actifs publics...»

Ainsi, dans son évaluation, le Conseil d'administration du FMI, saluant les efforts que les autorités déploient pour s'adapter au choc pétrolier, notera toutefois «les défis importants auxquels

l'économie algérienne est confrontée». Pour cela, le Fonds préconise à l'Algérie l'importance «de mettre en œuvre un dosage équilibré des mesures de politique économique, ainsi que des réformes structurelles ambitieuses, pour assurer la viabilité des finances publiques, réduire les déséquilibres extérieurs, diminuer la dépendance à l'égard des hydrocarbures et rehausser la croissance potentielle».

Aussi, les administrateurs du FMI, applaudissant «la détermination des autorités (algériennes) à poursuivre un assainissement soutenu des finances publiques, dans un cadre budgétaire précis à moyen terme», reviennent une fois de plus à la

charge sur la question de privatisation et sur celle de l'endettement extérieur, option que le gouvernement a jusque-là exclue. «Les administrateurs sont généralement d'avis que recourir à un éventail plus large de possibilités de financement, y compris un recours prudent à l'endettement extérieur et la cession d'actifs publics, et donner plus de flexibilité du taux de change, pourrait fournir une marge de manœuvre budgétaire pour opérer un ajustement plus progressif et plus propice à la croissance que celui prévu actuellement et diminuer ainsi son impact sur l'activité économique», peut-on lire sur la note du FMI.

Mise en place d'un dispositif bancaire de résolution des crises

En outre, saluant l'introduction par la banque centrale des opérations d'open market pour gérer la liquidité, le FMI recommande également que «la banque centrale élimine sans tarder les opérations de réescompte afin d'encourager les banques à gérer leurs liquidités de manière plus efficace». Dans ce contexte, le Conseil d'administration de Christine Lagarde notera que «le secteur bancaire (algérien) dans son ensemble est bien capitalisé et rentable». Cependant, poursuivra-t-il, «il convient de continuer de renforcer la politique du secteur financier face aux risques croissants qui pèsent sur la stabilité financière en raison du choc pétrolier». Ils encouragent les autorités à accélérer le passage à un dispositif de contrôle basé sur le risque, à accroître le rôle de la politique macro prudentielle, à renforcer la gouvernance des banques et à mettre en place un dispositif de résolution des crises.

En somme, l'Institution financière relève la nécessité d'«opérer des réformes structurelles de grande envergure pour diversifier l'économie et promouvoir un secteur privé dynamique», d'«agir rapidement pour réduire la bureaucratie, améliorer l'accès au crédit, ainsi que renforcer la gouvernance et la transparence». Il convient aussi de réduire l'inadéquation des qualifications, d'améliorer le fonctionnement du marché du travail, d'accroître le taux d'activité des femmes et de continuer d'ouvrir l'économie aux échanges et à l'investissement direct étranger. Pour le FMI, il convient pour l'Algérie «de bien concevoir la stratégie globale et d'enchaîner les mesures de manière à ce que les réformes se renforcent mutuellement et à ce que la charge de l'ajustement économique soit partagée de manière équitable».

L. N.

Bloqués en territoire marocain

L'Algérie décide d'accueillir des ressortissants syriens

L'Algérie a décidé d'accueillir, à titre humanitaire, un groupe de ressortissants syriens, dont une femme enceinte et des enfants, bloqués, depuis le 17 avril dernier à Figuieg au Maroc, a indiqué, jeudi, dans une déclaration à l'APS, le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Abdelaziz Benali Cherif. «Le représentant du Haut

Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), Hamdi Boukhari, a été reçu ce jour au ministère des Affaires étrangères où il a été informé de la décision des plus hautes autorités algériennes d'accueillir, à titre humanitaire, sur son territoire, le groupe de ressortissants syriens, dont une femme enceinte et des enfants, qui se trouve bloqué,

depuis le 17 avril dernier à Figuieg en territoire marocain», a précisé la même source. Pour le porte-parole du MAE, «ce geste humanitaire exceptionnel que l'Algérie consent, tient compte de la situation particulièrement difficile dans laquelle se trouve ce groupe et procède de la volonté de l'Algérie d'y mettre un terme en ce mois sacré du ramadhan en accueillant

sur son territoire les membres de ce groupe de migrants syriens, d'assurer leur hébergement, de leur prodiguer les soins nécessaires et de leur permettre, si tel est leur souhait, de rejoindre d'autres membres de leurs familles, dans le cadre d'un regroupement familial dans d'autres pays». Relevant que l'Algérie «consent ce geste par devoir de solidarité avec le peuple frère de Syrie dans l'épreuve qu'il traverse», M. Benali Cherif a ajouté que «C'est ce même devoir de solidarité qui a conduit l'Algérie à accueillir sur son sol, depuis le début de la crise touchant ce pays frère, plus de quarante mille Syriens qui ont bénéficié d'un dispositif leur permettant de jouir de facilités en matière de séjour, de libre circulation, de scolarisation, d'accès aux soins médicaux, au logement et à l'exercice d'activités commerciales».

Hani T/APS

Après les coups de feu ayant ciblé quatre gendarmes

Deux dangereux terroristes éliminés par l'ANP à Bougarra

Deux dangereux terroristes ont été éliminés et deux pistolets mitrailleurs de type Kalachnikov récupérés hier matin par un détachement de l'Armée nationale populaire, dans la commune de Bougarra (wilaya de Blida), suite à une opération lancée après les coups de feu ayant ciblé, mercredi, une patrouille de la Gendarmerie nationale dans la zone de Oued Djemâa, dans la commune de Larbâa, indique hier un communiqué du ministère de la Défense nationale. «Suite à l'opération de fouille et de recherche lancée par les forces de

l'Armée nationale populaire, après les coups de feu qui ont ciblé, avant-hier, une patrouille de la Gendarmerie nationale dans la zone de Oued Djemâa, commune de Larbâa, wilaya de Blida, causant des blessures légères à quatre éléments de la patrouille, un détachement de l'ANP a éliminé, ce matin du 2 juin 2017 dans la zone de Ben Sari, au nord-ouest de la commune de Bougarra, wilaya de Blida, deux dangereux terroristes. Il s'agit des criminels Charef Abderrahmane alias "El M'sili" et Nouari Mohamed Bachir».

T. G.

Distribution de logements en série

La crise de l'habitat recule peu à peu

■ En vue de régler la crise de l'habitat dont souffrent toujours des milliers de citoyens à travers le pays, le gouvernement a procédé à la distribution de plusieurs types de logements dans diverses wilayas ces deux derniers jours. Coïncidant avec le ramadhan, ces opérations sont un signe de bonne volonté de la part des autorités pour atténuer le manque de toit chez la population.

Par Yacine Djadel

Trouver où se loger ou posséder son propre toit, demeure pour des centaines de familles algériennes un véritable problème. C'est même une préoccupation sociale d'ordre national pour le pays. Néanmoins, avec la politique lancée par l'Etat depuis quelque temps, et ce, par diverses formules et programmes d'habitat, la crise du logement, bien que toujours là, a connu un recul considérable par rapport aux années précédentes. Cette nette diminution du manque de logement est bien sûr due aux efforts consentis par l'Etat dans le but d'offrir aux citoyens la possibilité d'acquérir son appartement. AADL, LPP, LSP, habitat rural, etc., toutes ces formules sont mises à la disposition des gens en vue d'avoir le choix et de postuler pour un



logement en fonction des moyens dont jouit la personne. Des mesures en engagement prises par le ministère de l'Habitat dans le but de satisfaire tout le monde dans les 48 wilayas. A ce propos, les plus récentes pour régler la crise de l'habitat dont souffrent toujours des milliers de citoyens à travers le pays, le gouvernement a procédé à la distribution de plusieurs types de logements dans divers wilayas ces deux derniers jours.

A Ain Témouchent pas moins de 182 familles de la commune de Oued Essabah ont reçu mercredi les clés de nouveaux logements publics locatifs (LPL). Un quota qui fait partie d'un total de 220 logements LPL dont a bénéficié cette collectivité. Les 38 autres unités d'habitat sont en phase d'examen des dossiers de demandeurs au niveau du comité de la distribution de logements sociaux, ont indiqué des responsables de

l'OPGI de la wilaya.

Même chose pour la capitale, où quelque 93 familles résidant dans des extensions d'immeubles avoisinant les cités des 1006 et 552 logements à Dergana, dans la commune de Bordj El Kiffan ont bénéficié aussi, le même jour, de logements sociaux dans la nouvelle cité 2400/192 logements commune d'Ouled Fayet, a déclaré le directeur du logement de la wilaya d'Alger, Ismail Loumi. Ce

dernier a même déclaré, pour rappel, que 71 000 familles avaient bénéficié de logements, toutes formules confondues, durant la période allant de mai 2014 à mai 2017, soit un nombre d'habitants estimé à 355 000 personnes. S'agissant de la région de Souk Ahras, un quota de 100 logements promotionnels aidés (LPA) a été distribué, jeudi, à Sédrata, second plus important groupement urbain de la wilaya. Pour finir, au moins 800 logements relevant du programme AADL seront attribués en juillet prochain dans la commune de Laghouat, ont affirmé les services de la wilaya. Ainsi, un peu partout dans les grandes agglomérations du pays, les besoins en matière de logement se combient progressivement. Coïncidant avec le ramadhan, ces opérations sont un signe de bonne volonté de la part des autorités pour atténuer le manque de toit chez la population. Toutefois, un long chemin reste à faire pour venir à bout, entièrement, de la crise du logement que connaît le pays.

Y. D.

FFS

Le responsable de la fédération de Tizi Ouzou suspendu

LE SECRÉTAIRE fédéral du Front des forces socialistes (FFS) de la wilaya de Tizi Ouzou Tizi Ouzou, Farid Bouaziz a été suspendu de ses fonctions partisanes, a-t-on appris de sources concordantes. La décision de sa suspension lui a été communiquée dans les heures qui ont suivi l'élection du nouveau président de l'Assemblée populaire de la wilaya de Tizi Ouzou, Mssela Mohamed en remplacement de Mohamed Klalèche élu député au sein du même parti. Selon nos sources, le choix du FFS de Tizi Ouzou de valider la candidature du premier vice-président de l'APW, Mohamed Mssela au poste de président n'est pas du goût de la direction nationale du plus vieux parti de l'opposition. Un choix qui obéissait à la règle de conduite du FFS quand il s'agit de remplacement des deux précédents présidents d'APW, Moussa Tamarataza et Hocine Haroun suite à leur élection au sénat. Leurs premiers vice-présidents avaient succédé au poste de P/APW. Connaissant le poids de Farid Bouaziz au sein même de tout le parti, la question reste toute entière posée quant aux motifs réels de cette suspension en l'absence d'une communication officielle du FFS sur cette affaire qui ne travaille guère pour sa cohésion. **Hamid M.**

Coup d'envoi de la saison estivale à Béjaïa

«Objectif : autoriser toutes les plages de la wilaya en 2018»

La saison estivale est ouverte depuis jeudi dernier à Béjaïa. C'est le wali qui en a donné le coup d'envoi à partir de la plage «Les Hammadites» où une exposition a été installée au niveau du complexe touristique. Une exposition préparée par la direction de l'artisanat et du tourisme et aussi d'autres directions comme la culture, la jeunesse et les sports, etc. La direction de la Protection civile a préparé aussi son stand où elle rendue publiques les statistiques de la saison estivale de l'an dernier, notamment le nombre de noyades qui était de 14 dont 7 dans de plages non surveillées et aussi le nombre de fréquentation et de visites des plages de la région qui était de 8 millions d'estivants. La direction de la Protection civile a préparé aussi pour cette journée un exercice de sauvetage. Elle a simulé une noyade de deux personnes et a organisé une opération de sauvetage. Il s'agit d'une préparation pour la saison estivale et évaluer aussi le degré de préparation des secours opérationnels de notre corps, nous dit-on. Le wali a annoncé à l'occasion de la 33 plages sont autorisées à la baignade et parlé d'un programme visant à rendre les 48 plages de la wilaya propres afin de les autoriser toutes à la baignade d'ici à 2018. Il faut noter que l'an dernier le nombre de plages autorisées à la baignade était

de 34. La plage de Melbou a été interdite cette année à la baignade à cause d'une crue qui l'a polluée, précise-t-on. Au sujet de la fréquentation des plages, le chef de l'exécutif a estimé que ce nombre doit être élevé par l'amélioration des conditions d'accueil et aussi par l'investissement dans la réalisation des structures et infrastructures touristiques qui

pourraient accueillir le plus d'estivants et leur fournir un cadre agréable pour passer leurs vacances. Les choses vont en s'améliorant et il faut que la wilaya de Béjaïa retrouve sa place dans tous les domaines de la vie, a déclaré le wali. Nous avons appris que la Protection civile de la wilaya de Béjaïa a recruté après un test tenu ces

dernières semaines, 347 surveillants de baignade qui ont bénéficié d'une formation dans les premiers secours et seront appuyés par des maîtres nageurs de la wilaya en sa des autres maîtres nageurs affectés des autres wilayas par décision de la direction générale de la Protection civile.

H. Cherfa

Tizi-Ouzou/Depuis 2002

450 enfants abandonnés, placés en kafala

Quelque 450 enfants abandonnés par leurs géniteurs dans la wilaya de Tizi-Ouzou ont été placés en kafala depuis novembre 2002, a-t-on appris jeudi du directeur de l'action sociale et de la solidarité de l'Etablissement pour enfants assistés de la cité sociale Mahfoudh Boucebsi de Boukhalfa (banlieue ouest de Tizi-Ouzou). Ce chiffre a été communiqué par le directeur local de l'action sociale et de la solidarité (DASS), lors d'une visite de cet établissement par le wali Mohammed Bouderbali à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale de l'enfance. Outre les placements en kafala effectués sur un total de 626 enfants accueillis par cette pouponnière depuis son ouverture en 2002 au 1^{er} juin 2017, 129 autres ont été récupérés par leurs parents durant cette même

période, a précisé Bouchoucha Hadj, ajoutant que depuis le début de l'année en cours, cinq enfants ont été placés en kafala et deux autres récupérés par leurs géniteurs. La DASS, a-t-il dit, comptabilise 333 demandes de kafala, dont 41 émanant de couples algériens qui résident à l'étranger, et qui sont en cours de traitement. Actuellement, 25 enfants (14 filles et 11 garçons) parmi lesquels 14 handicapés (8 filles et six garçons) sont pris en charge au sein de cette même structure qui est dotée d'une capacité d'accueil de 48 enfants, a-t-on indiqué. Le chef de l'exécutif local s'est ensuite déplacé au centre de loisirs scientifiques (CLS) où la direction locale de la jeunesse et des sports a ouvert un village pour enfants à l'occasion de la Journée mondiale de l'enfance et du mois de ramadhan. Cet espace propose diffé-

rentes activités culturelles, ludiques et sportives, (chant, théâtre, dessin, escalade). Sur place, la brigade des mineurs de la sûreté de wilaya a indiqué au wali avoir enregistré durant le premier semestre de l'année en cours, un total de 18 enfants victimes de différents délits, allant du viol à des actes contre nature. En outre, cette même brigade est intervenue au profit de 49 enfants en danger moral ou physique. M. Bouderbali qui a rappelé les mesures engagées par l'Etat pour la protection des droits de l'enfant et la prise en charge de ceux qui sont en situation difficile (détresse, handicap...), a insisté, durant sa visite, sur l'importance de la conjugaison des efforts de l'ensemble des acteurs afin de garantir à tous les enfants un cadre où ils pourront s'épanouir pleinement. **Lamine Gh.**

Constantine

Sortie d'une promotion de 1 262 enseignants de l'ENSC Assia-Djebar

■ Une promotion de 1 262 enseignants, toutes filières confondues, sortira à l'issue de l'année universitaire 2016/2017 de l'Ecole normale supérieure de Constantine (ENSC) Assia-Djebar, a indiqué jeudi son directeur, Mahmoud Boushaba.

Par Lydia O.

TOTALISANT 6 456 inscrits actuellement, l'Ensc espère répondre aux besoins de la wilaya à partir de la prochaine rentrée scolaire, d'autant que cette promotion, a précisé à l'APS M. Boushaba, représente «le double» des sortants de l'année précédente, où ils étaient 615 diplômés. Sur ces 1 262 sortants, la filière des langues (arabe, français, anglais) vient largement en tête avec 888 professeurs formés, soit les ¾ de la promotion, avec un pic dans le cycle primai-

re qui enregistre 610 enseignants formés en langue arabe et en français, a-t-il précisé. L'Ensc a, dans ce contexte, formé 322 professeurs de l'enseignement primaire (PEP) en langue arabe et 288 en français dont le nombre est susceptible de «satisfaire aux besoins de l'éducation de la wilaya dans le cycle primaire à partir de la prochaine rentrée étant donné que les capacités d'encadrement ont doublé depuis l'année dernière», a affirmé M. Boushaba. S'agissant des professeurs de l'enseignement moyen (PEM) et professeurs de l'enseignement secondaire

(PES), il est également attendu la sortie, respectivement, de 129 futurs enseignants en langues (41 en arabe, 46 en anglais et 42 en français) pour les collèges et 149 pour les lycées (53 en arabe, 50 en anglais et 46 en français), a-t-il souligné. Ils sont, par ailleurs, 75 PEM et PES formés dans la filière d'histoire géographie et 50 PES dans celle de la philosophie, a-t-il ajouté, faisant remarquer qu'une première promotion de 72 professeurs de l'enseignement moyen en sciences naturelles sortira cette année, alors qu'une promotion de PES sortira l'année prochaine. Ayant



enregistré 6 034 diplômés, toutes spécialités confondues, durant la période comprise entre l'année

2003 et 2015, l'Ensc garantit l'emploi à ses étudiants étant donné que ces derniers sont formés pour devenir des professeurs permanents de l'Education nationale, a-t-on noté. Créée par le décret n 81/254 du 19 septembre 1981, l'ENS de Constantine a été baptisée du nom de la défunte écrivaine Assia Djebar le 19 mars 2017 et délivre des diplômes de PES (Bac +5), PEM (Bac +4) et PEP (Bac +3).

L. O./APS

Zemmouri

Tirage au sort pour l'attribution de 273 logements FNPOS

UN tirage au sort pour l'attribution de 273 logements, réalisés à Zemmouri (Est de Boumerdès), dans le cadre du programme du Fonds national de péréquation des œuvres sociales (Fnpos) a été organisé, jeudi, à la maison de la culture du chef-lieu de wilaya, en présence des bénéficiaires et des responsables de la Caisse. Dans une déclaration précédente la directrice régionale du Fnpos à Tizi-Ouzou, M^{me} Oulmane Achour avait signalé que ce lot de logements ayant fait l'objet d'un tirage, s'ajoute à 200 autres unités déjà attribuées en avril 2016, sur un total de 934 logements, actuellement en réalisation à travers un nombre de communes de Boumerdès. Elle a également fait part de la distribution, en septembre de la

même année, de 273 unités dudit programme à Zemmouri, avant l'attribution de deux autres lots de 100 et de 130 unités du même programme, en décembre 2016, respectivement à Khemis El Khechna et Boudouaou, a-t-elle ajouté. Selon la même responsable, un programme de 500 logements Fnpos a été destiné à la wilaya de Tizi-Ouzou. Sur ce total d'unités, une centaine a été déjà attribuée, alors que 242 sont actuellement en chantier, et le reste à l'arrêt à cause de problèmes multiples liés, entre autres, au foncier. La caisse régionale du Fnpos a également destiné un programme de 500 logements similaires à la wilaya de Bouira, dont 403 unités déjà attribuées, au moment où une cinquantaine de logements est en chantier et une autre cin-

quantaine a été lancée en travaux en 2016. A ce jour, la caisse régionale du Fnpos (couvrant les wilayas de Boumerdès, Tizi-Ouzou et Bouira) a accordé pas moins de 1 000 aides financières non remboursables, d'une valeur unitaire de 500 000 DA, à des bénéficiaires de ces trois wilayas désirant acquérir leur logement, parallèlement à plus de 1 600 autres aides, d'une même valeur, à des personnes désirant acquérir d'autres types de logements, a-t-on ajouté de même source. Les logements Fnpos sont destinés aux retraités et travailleurs actifs des secteurs public et privé, affiliés à la Caisse nationale d'assurance sociale.

Hatem D./Agences

APW d'Oran

Abdelkader Maarouf élu président en remplacement de Fethallah Chaabni

Abdelkader Maarouf, du parti du Front de libération nationale (FLN), a été élu jeudi président de l'Assemblée populaire de la wilaya (APW) d'Oran en remplacement de fethallah Chaabni, élu député lors des législatives du 4 mai dernier. L'élection du nouveau président d'APW d'Oran s'est déroulée à l'hémicycle, dans une «ambiance démocratique», a affirmé le directeur de la réglementation et de l'administration générale, Ait Rabah Hocine. Abdelkader

Maarouf, avocat de son état, occupait le poste de président de la commission de l'Investissement au sein de cette assemblée, composée de 55 sièges dont 24 occupés par le FLN, 14 par le Rassemblement nationale démocratique (RND), 9 par le Parti des travailleurs (PT) et 8 par le Mouvement de la jeunesse et la démocratie (MJD). Il a été élu avec 46 voix pour, 3 voix contre et un seul bulletin nul. Dans une déclaration pour la circonstance, le nouveau président

d'APW a appelé l'ensemble des membres de l'Assemblée à s'investir pour répondre aux attentes et préoccupations citoyens, rappelant les défis qui attendent la wilaya d'Oran en termes de développement économique et social. Pour sa part, le wali par intérim, Mohamed Belkeltoum, a réaffirmé la disponibilité de l'administration locale à travailler en commun avec les élus pour impulser une dynamique au développement de la wilaya et répondre aux préoccupations

des citoyens. Lors de cette session extraordinaire, il a été procédé au remplacement de sept membres élus députés le 4 mai dernier. Il s'agit de Chaabni Fethallah, Benali Houari, Benouid Zerga, Kadiri Samia, Chikhaoui Houaria, Louhibi Benaïssa et Meliani Mohamed, qui ont été respectivement remplacés par Belegaï Djillali, Benahache Abbas, Belhouari Amina, Zouaoui Farida, Taïleb Nawal, Ammi Mohamed et Chala Djamel. K. L.

Batna

Ouverture de 5 nouvelles mosquées

Cinq nouvelles mosquées ont été ouvertes en ce début du mois de ramadhan dans la wilaya de Batna, a indiqué, jeudi, la Direction des affaires religieuses et des wakfs (Darw). Deux de ces lieux de culte sont réservés pour les prières surrogatoires des tarawih, alors que deux autres mosquées sont destinées aux cinq prières de la journée et une cinquième pour la prière du djoumaâa (vendredi), a précisé le chef du service à la Darw, Zoubir

Benyeken. L'une des mosquées ouvertes durant cette période a été réalisée et équipée dans la région de Bouzina par un bienfaiteur, a souligné le même responsable. La capitale des Aurès totalise 595 mosquées contre 570 recensées en fin 2016, selon la même source, faisant savoir que 89 autres lieux de culte sont en cours de réalisation à travers les 61 communes de la wilaya et enregistre divers taux d'avancement des travaux. Quatorze mosquées dans la wilaya ont été classées

comme mosquée nationale, tandis que celle du 1^{er} Novembre 1954, implantée dans la ville de Batna, d'une capacité d'accueil de plus de 10 000 fidèles a été classée comme une mosquée-pôle, a-t-il fait remarquer. La wilaya de Batna figure parmi les cinq premières wilayas à l'échelle nationale, englobant un nombre important des lieux de culte dont la plupart ont été réalisés par des bienfaiteurs, a-t-on rappelé à la direction du secteur.

O. B.

Souk Ahras Attribution de 100 logements promotionnels aidés à Sédrata

UN QUOTA de 100 logements promotionnels aidés (LPA) a été distribué, jeudi, à Sédrata, second plus important groupement urbain de la wilaya de Souk Ahras, dans une ambiance festive. Selon le directeur du logement, Djillani Kabbas, ce quota de logements de type LPA représente la première attribution du genre à Souk Ahras, indiquant que ces 100 unités, réalisées par l'agence foncière de la wilaya, font partie d'un projet de 1 920 logements promotionnels aidés dont a bénéficié la wilaya dans le cadre du programme quinquennal 2010-2014. A la veille du mois sacré de ramadhan, 50 logements publics locatifs (LPL) ont été distribués dans la commune frontalière de Sidi Fredj sur un total de 130 logements, alors que le taux d'avancement des travaux des 80 unités restantes oscille entre 30 et 50%. Le directeur de l'Office de promotion et de gestion immobilière (Oppgi) de la wilaya de Souk Ahras a annoncé l'attribution de 910 logements publics locatifs (LPL) dans la commune de Sédrata «avant la fin de l'été 2017», en sus de la distribution de 50 logements de type LPL également dans la commune de Dréa et 60 à Bir Bouhouche. R. R.



Maroc

Nouvelle manifestation nocturne à Al-Hoceïma

■ Près de 2 000 personnes ont de nouveau manifesté à Al-Hoceïma, ville du nord du Maroc, pour exiger la libération de Nasser Zefzafi, leader de la contestation populaire qui secoue la région depuis sept mois.



Ph. : DR

Par Halim O.

Pour la troisième nuit consécutive, les protestataires ont battu le pavé dans le quartier de Sidi Abed, aux cris de «Nous sommes tous Nasser Zefzafi !», selon l'agence française AFP. Les forces anti-émeutes s'étaient positionnées ce soir en retrait du quartier, investi par les manifestants après la rupture nocturne du jeûne du ramadhan. Comme la veille, beaucoup brandissaient des portraits photocopiés de leur icône, des drapeaux multicolore amazigh (berbère), ou encore une banderole barrée d'un «Arrêtez-nous, nous sommes tous des activistes». Ils étaient moins nombreux que mardi, même si la manifestation semblait mieux organisée, avec des volontaires en gilet fluo canali-

sant la foule, et des femmes mises en premier plan. Micro en main, trois jeunes femmes ont harangué la foule pour exiger la «libération des prisonniers». «Résistez jusqu'à la victoire», a lancé l'une d'entre elles, Nawal Benaïssa, qui a appelé à une «grève générale de trois jours». «État corrompu», «Dignité pour le Rif», «Pacifique, pacifique !», clamaient les protestataires, des slogans récurrents depuis le début du «hirak» (la mouvance, nom donné au mouvement qui anime la contestation). Le rassemblement s'est dispersé peu avant minuit sans incident. Leader de la contestation populaire qui secoue depuis octobre la région du Rif, Nasser Zefzafi a été interpellé lundi matin par la police pour «atteinte à la sécurité intérieure». Depuis la diffusion

vendredi d'un mandat d'arrêt le visant, Al-Hoceïma, une ville de 56 000 habitants, est en effervescence, même si l'activité y reste calme – ramadhan oblige – en journée. Des heurts nocturnes avaient opposé manifestants et policiers pendant le week-end. Lundi et surtout mardi soir, des milliers d'habitants sont descendus dans les rues du quartier de sidi Abed, cette fois sans violence. Depuis ce week-end, des manifestations ont été signalées ailleurs dans la province, notamment à Imzouren et Beni Bouyaach, mais il est pour l'heure difficile d'en cerner l'exacte importance. Des sit-in de «solidarité» ont également eu lieu dans d'autres villes du nord, comme Tanger et Nador, ainsi qu'à Rabat et Casablanca mardi, où ils ont été dispersés sans ménagement

par la police. La police a procédé depuis vendredi à une quarantaine d'arrestations, visant essentiellement le noyau dur du «hirak», selon un dernier décompte officiel. Vingt-cinq d'entre elles ont été déférées devant le parquet. Leur procès s'est ouvert mardi mais a été reporté au 6 juin, à la demande de leurs avocats qui ont dénoncé des «mauvais traitements» pendant leur détention. Le ministère de l'Intérieur a publié mercredi soir un appel à la «vigilance» face aux informations officielles qui lui sont faussement attribuées sur les réseaux sociaux et messageries instantanées. Toujours sur les réseaux sociaux, une nouvelle vidéo de Zefzafi a été mise en ligne, filmée apparemment peu avant son arrestation, où il déclare : «Mes frères, le moment est très sensible (...). Si je suis arrêté, c'est que j'ai vaincu l'Etat makhzénien (...). Restez pacifique, par dessus tout». Souvent cité comme le numéro 2 du «hirak», Najib Ahamjik, actuellement en fuite, a lui aussi mis en ligne une nouvelle vidéo. Les manifestations de ces trois derniers jours ont montré que le «hirak» conserve jusqu'à présent, malgré les arrestations, une capacité de mobilisation et d'organisation, avec l'émergence de nouveaux visages. Les médias publics font pour le moment une couverture minimale des événements. La télévision d'Etat a été mise en cause pour avoir utilisé des images d'archives d'affrontements entre supporters de football en illustration d'un sujet sur le «hirak». Selon le site d'info en ligne Le Desk, «faux leaks et images tendancieuses» – notam-

ment des clichés privés de Zefzafi – abondent désormais sur le net, ainsi que diverses accusations et «révélations», comme ses prétendus «liens avec des barons de la drogue». La classe politique reste de son côté très discrète. Les antennes provinciales à Al-Hoceïma de trois partis, dont le PJD islamiste, ont publié un communiqué commun s'alarquant d'une «situation grave» et désapprouvant «l'approche sécuritaire de l'Etat». Mais leur direction nationale reste pour le moment silencieuse. Le Mouvement populaire (MP), un petit parti de la majorité, a dit soutenir les revendications du «hirak», tout en mettant en garde contre les risques d'«instrumentalisation».

H.O. / agences

Libye

Le gouvernement d'union prend possession de l'aéroport de Tripoli

UNE FORCE formée par le gouvernement libyen d'union nationale (GNA) a annoncé jeudi avoir pris possession de l'aéroport de Tripoli détruit en grande partie en 2014, après le départ de groupes armés rivaux qui contrôlaient les lieux. «C'est le début de la construction de l'Etat des institutions et de la loi», s'est réjoui le général Najmi al-Nakoua, chef de la jeune Garde présidentielle. L'aéroport de Tripoli, au sud de la capitale, avait été très endommagé par les combats meurtriers de l'été 2014, à l'issue desquels les milices de Fajr Libya s'étaient emparées de la capitale y installant un gouvernement dirigé par Khalifa Ghweil. L'aéroport était ainsi contrôlé par des forces loyales à Khalifa Ghweil, qui avait été écarté en avril après la formation du GNA mais refusait depuis de céder son poste. M. Ghweil avait même annoncé en février la réouverture prochaine de l'aéroport de Tripoli où il a lancé des travaux de reconstruction. Vendredi dernier, des forces loyales à Khalifa Ghweil ont essayé sans succès de reprendre des positions dans le centre-ville. Les violents combats ont fait plus de 50 morts. Depuis sa prise de fonction en mars 2016, le GNA a réussi à gagner en influence dans la capitale, sous la coupe de dizaines de milices et en proie à une insécurité chronique depuis la chute de Mouammar al Guadafi en 2011.

R. M.

Sahara occidental

Le conseil provincial de Salamanque exige le respect de l'arrêt de la CJUE

Le conseil provincial de Salamanque a exigé le respect de l'arrêt de la cour de justice de l'UE qui stipule que les accords commerciaux entre l'Union européenne et le Maroc ne s'appliquent pas au Sahara occidental. Le conseil de Salamanque rappelle dans une déclaration que l'arrêt de la CJUE du 21 décembre 2016 a conclu que le Sahara occidental ne fait pas partie du Maroc ce qui signifie que tout accord commercial entre l'UE et le Maroc n'est pas applicable dans cette région et «de ce fait aucune transaction commerciale relative aux ressources naturelles sahraouies ne peut être effectuée sans le consentement du peuple sahraoui». Pour ces raisons, le conseil provincial de Salamanque a appelé dans sa déclaration, à respecter l'arrêt de la CJUE pour être en conformité avec le droit international et européen. «Toute activité commerciale effectuée au Sahara occidental sans le

consentement du peuple sahraoui est illégale», a-t-on tenu de rappeler avant d'inviter les entreprises européennes et espagnoles d'agir conformément au droit international et européen et de cesser toute les activités d'exploitation des ressources naturelles sahraouies qui "peuvent favoriser la perpétuation de l'occupation marocaine du Sahara occidental". Le conseil a par ailleurs exhorté les autorités espagnoles à mettre en œuvre la législation en vigueur sur la base de l'arrêt récent de la Cour européenne. Le conseil provincial de Salamanque a enfin réitéré sa solidarité et celle de la population de Salamanque avec le peuple sahraoui et exige «une solution politique juste, durable et mutuellement acceptable par le biais d'un référendum d'autodétermination pour mettre fin, une bonne fois pour toute, à ce conflit qui dure depuis plus de 40 ans». En Espagne, plusieurs parlements régionaux ainsi que

des communes ont appelé au cours des dernières semaines, au respect de l'arrêt de la CJUE pour être en conformité avec le droit international et européen tout en exhortant les entreprises espagnoles et autres à respecter l'arrêt de justice. Des associations ainsi que des partis politiques espagnols amis avec le peuple sahraoui continuent de dénoncer les exploitations illégales de produits provenant du territoire sahraoui occupé comme c'était le cas durant les derniers jours du mois de mai où un navire provenant de Laâyoune occupé avait déchargé au port de Palma 35 mille tonnes de sable. Ce pillage illégal des ressources sahraouies, rappelle-t-on, a «été fortement dénoncé par l'association des Baléares amie avec le peuple sahraoui ainsi que des hommes politiques du parlement et du gouvernement de cette région espagnole».

Amel D./ASP



Selon Poutine

La Russie dans une nouvelle phase d'expansion économique

■ L'économie russe «est entrée dans une nouvelle phase d'expansion» qu'il faut désormais renforcer avec des mesures favorisant les investissements, a estimé vendredi Vladimir Poutine devant un nombre d'hommes d'affaires russes et étrangers.

Par Rosa F.

«L'économie est entrée dans une nouvelle phase d'expansion, le produit intérieur brut croît pour le troisième trimestre de suite», a souligné le président russe dans un discours lors du Forum économique de Saint-Petersbourg (nord-ouest), soulignant que la Russie était «ouverte au travail en commun, à la réalisation de projets communs profitables à tous». La Russie sort de deux ans de récession due au plongeon des prix des hydrocarbures et aux sanctions imposées par les Occidentaux à cause de la crise ukrainienne. «Le produit intérieur brut croît pour le troisième tri-

mestre de suite», a constaté Vladimir Poutine, ajoutant que les investissements étrangers dans l'économie russe avaient atteint au premier trimestre leur plus haut niveau en trois ans, à sept milliards de dollars.

«Il faut soutenir toutes ces tendances positives», a-t-il ajouté.

Il a lui-même estimé récemment que faute de réformes répondant à certains freins structurels comme la baisse de la population active et la faible compétitivité de l'économie russe, le pays risquait d'enregistrer des taux de croissance proches de la stagnation. S'il a souligné que le pays avait déjà pris des mesures améliorant le climat des affaires, il a estimé vendredi qu'il fallait faire plus.



«Renforcer l'activité d'investissement constitue un facteur clé», a-t-il indiqué.

Il a évoqué la nécessité de renforcer l'indépendance des

structures et de soutenir le secteur des hautes technologies.

R. F.

Darfour

La «troïka» pour le Soudan et l'UE appelle à l'arrêt des combats

La «troïka» pour le Soudan et l'Union européenne a appelé vendredi à la fin des combats dans la région du Darfour, dans l'ouest du pays, où des affrontements entre forces gouvernementales et rebelles ont repris après une accalmie, rapportent des médias. Les combats dans les Etats du Darfour-Est et du Darfour-Nord ont repris le 20 mai, quelques semaines avant que les Etats-Unis ne décident s'ils lèvent ou non des sanctions économiques contre Khartoum. La «troïka», composée des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne et de la Norvège, ainsi que des ambassades de pays de l'Union européenne ont exprimé leur

«profonde inquiétude» au sujet des combats opposant les forces soudanaises à la faction Minni Minawi de l'Armée de libération du Soudan (SLM/A-Minawi), après des mois de calme relatif. «Nous appelons toutes les parties à montrer de la retenue, cesser toutes les actions militaires, retourner aux (...) cessez-le-feu et finaliser dès que possible un accord conjoint de cessation des hostilités», indiquent-elles dans un communiqué rendu public jeudi soir tard. Le texte fait référence à l'annonce en janvier par Khartoum d'un cessez-le-feu unilatéral de six mois au Darfour. Les autorités soudanaises, qui limitent l'accès des médias inter-

nationaux à cette région, n'étaient pas joignables dans l'immédiat pour donner des détails sur les combats. Avant de quitter la Maison-Blanche, le président américain Barack Obama avait décidé en janvier la levée de certaines sanctions économiques américaines contre le Soudan, soulignant en particulier la coopération de Khartoum pour «répondre aux conflits régionaux et à la menace du terrorisme». Il avait cependant prévu une période probatoire de six mois avant

que Washington ne lève effectivement ces sanctions, et la fin des combats dans plusieurs Etats – le Darfour, le Nil-Bleu et le Kordfan-Sud (sud) – avait été posée comme condition préalable à cette levée. M. Obama n'avait pour autant pas remis en cause la présence du Soudan sur la liste américaine des «Etats soutenant le terrorisme». Le Soudan est soumis depuis 1997 à un embargo commercial américain pour son soutien présumé à des groupes terroristes radicaux.

Le Darfour est le théâtre d'un conflit sanglant depuis 2003, quand des insurgés issus de minorités ethniques ont pris les armes contre le pouvoir de Khartoum, aux mains de la majorité arabe. Le président soudanais Omar el-Béchir a alors lancé une contre-insurrection violente. Les combats ont baissé en intensité ces dernières années. Le conflit a fait quelque 300 000 morts et entraîné le déplacement de 2,5 millions de personnes.

H. Y.

USA

Le taux de chômage au plus bas en 16 ans

Le taux de chômage aux Etats-Unis a plongé en mai à son plus bas niveau en 16 ans bien que les créations d'emplois ont été décevantes, selon les chiffres du département du Travail publiés vendredi.

L'économie américaine a créé 138 000 emplois alors que les analystes en attendaient 185 000. Le taux de chômage a reculé d'un dixième de point pour tomber à 4,3%, son plus faible niveau depuis mai 2001.

Les chiffres des mois précédents ont finalement été moins bons qu'estimé, le ministère ayant révisé en baisse de 66 000 les embauches de mars et d'avril. Les créations d'emplois décevantes en mai sont néanmoins suffisantes pour faire reculer le taux de chômage, d'autant plus que le taux de participation à l'emploi a baissé.

Les secteurs qui ont embauché le plus sont celui de la santé (+24 000) et celui de l'extraction minière (+7 000), un secteur soutenu par les mesures de l'administration Trump.

Malgré l'étroitesse du marché de l'emploi, les rémunérations stagnent. Le salaire horaire moyen a à peine augmenté en mai, gagnant 4 cents à 26,22 dollars. Cela représente une hausse de 2,5% du salaire horaire sur un an sans tenir compte de l'inflation qui est quasiment du même ordre (2,2%, sur un an, selon l'indice CPI). Le nombre de chômeurs est tombé à 6,9 millions et le nombre de personnes qui ne trouvent qu'un

emploi à temps partiel a un peu reculé à 5,2 millions.

Signe moins bon pour l'économie, le taux de participation à l'emploi, qui compte ceux qui travaillent ou cherchent activement un emploi, a reculé de plus de 400 000 personnes à 62,7%.

Le taux de chômage des Noirs (7,5%) et des Hispaniques (5,2%) reste toujours supérieur à celui des Blancs (3,7%).

R.T.

Après l'assassinat d'un des leurs RDCongo: grève des médecins dans le Nord-Kivu

LES MÉDECINS de la province du Nord-Kivu ont décrété une grève de cinq jours pour dénoncer l'assassinat d'un des leurs dans cette province troublée de l'Est de la République démocratique du Congo (RDC), a indiqué vendredi leur syndicat. «Nous avons déclenché une grève sèche de cinq jours à partir de ce vendredi dans tous les hôpitaux de la province en guise de protestation contre l'assassinat de notre collègue» dans le Masisi, a déclaré Barry Katembo, président du syndicat des médecins du Nord-Kivu, cité par l'AFP. Un chef du bloc opératoire de l'hôpital de Mweso a été enlevé lundi et son corps sans vie a été retrouvé le lendemain à un kilomètre du lieu, selon des habitants de Mweso, ville située à environ 70 km au nord-ouest de Goma, la capitale du Nord-Kivu. Cet enlèvement a eu lieu après que des «hommes armés» non identifiés eurent fait irruption à l'hôpital avant d'ouvrir le feu et blesser six personnes, selon M. Katembo. «Nous demandons au gouvernement qui a la charge de sécuriser la population de nous éclaircir sur les circonstances de la mort de notre collègue», a-t-il ajouté. L'Est de la RDC est déchiré depuis plus de vingt ans par des conflits armés alimentés par différends ethniques et fonciers, la concurrence pour le contrôle des ressources minières et des rivalités entre puissances régionales. Les attaques et enlèvements contre les humanitaires et autres citoyens congolais sont récurrentes dans cette région, où des dizaines de milices, locales et étrangères, auteurs de graves violences, s'affrontent régulièrement.

R. T.

Onze morts et 30 blessés Attentat-suicide au Cameroun

AU MOINS onze personnes sont mortes et 30 autres blessées lors d'un attentat-suicide survenu vendredi matin dans l'Extrême-Nord du Cameroun, selon un nouveau bilan annoncé par un haut responsable gouvernemental. Un précédent bilan a fait état de 7 morts et des dizaines de blessés. L'attentat a été commis par deux kamikazes aux environs de 5h (4h GMT) à Kolofata, localité frontalière du Nigeria, indique le gouverneur de la région de l'Extrême-Nord, Midjiyawa Bakari, dans un entretien à la radio et la télévision d'Etat (CRTV). Le bilan de l'attentat fait état d'au moins onze morts et environ trente blessés dont certains dans un état grave, a précisé l'autorité administrative. Les deux kamikazes soupçonnés d'être affiliés à la secte terroriste nigériane Boko Haram mais dont l'identité n'a pas été communiquée, font partie des victimes.

K. L.



La comédie «Adda zine el-hedda»

La première sortie internationale prévue en Tunisie

■ Après «Metzeouedj fi otlâ» qui a connu un franc succès, le comédien Samir Bouanani revient avec une nouvelle comédie qui sera en tournée nationale durant et après le mois de ramadhan avant d'être présentée en octobre prochain en Tunisie. Il s'agit cette fois-ci de «Adda zine el hedda», un one-man show plein de rire et d'humour.



Par Par Abla Selles

Samir Bouanani continue à réussir sa tâche de comédien dans le théâtre algérien. Après avoir brillé dans la pièce «Metzeouedj fi otlâ», cet artiste est revenu cette fois-ci avec un one man show qui a suscité l'admiration des gens qui ont assisté à la générale de cette comédie en mai dernier. En effet, la nouvelle comédie «Adda zine el-hedda» est programmée pour une tournée nationale pendant et après le mois de ramadhan, a-t-on appris de l'auteur Mourad Senouci. Le public pourra assister à ce «one-man-show» interprété par Samir Bouanani qui sera à l'affiche de plusieurs théâtres du pays durant juin en cours et après l'Aïd el-fitr, a précisé le dramaturge à la presse. Cette tournée permettra aux

autres wilayas qu'Alger et Oran d'assister à cette pièce de comédie. Quatre spectacles sont prévus pendant le mois de ramadhan. Les deux premières représentations sont prévues dans ce cadre les 10 et 14 juin au théâtre régional d'Oran Abdelkader-Alloula» (TRO) qui avait déjà abrité la générale en mai dernier. Le spectacle sera joué ensuite au théâtre régional de Mostaganem Djillali- Benabdelhalim» (17 juin), au Théâtre national d'Alger (TNA) Mahieddine -Bachtarzi (19 juin), et à la salle «Ibn Khaldoun» d'Alger (21 juin). La tournée se poursuivra après l'Aïd el-fitr dans les théâtres d'Oran, de Mostaganem et de Constantine, a indiqué Senouci qui prépare des sorties vers d'autres wilayas du pays. La première représentation de la pièce à l'étranger est programmée vers octobre prochain en Tunisie, a-t-il fait savoir.

Monodrame inspiré du patrimoine littéraire universel, «Adda Zine El-Hedda» invite le public à vivre l'aventure du jeune Adda, candidat à l'émigration clandestine qui trouve refuge sur une île suite au naufrage de son navire. Le dramaturge Senouci a à son actif près de 20 œuvres théâtrales, dont l'hilarant «Metzeouedj fi otlâ» où Samir Bouanani campe le rôle d'un mari heureux de renouer avec les joies du célibat durant l'absence de sa femme partie se soigner à l'étranger. Ce spectacle a connu un beau succès depuis sa production en 2006, pour avoir été joué à guichets fermés dans la plupart des salles du pays et à l'étranger.

A. S.

Rendez-vous culturels

Musée National d'Art Moderne et Contemporain d'Alger (MAMA)

Jusqu'au 13 juillet :

Exposition photographique intitulée Ikkal/Arrivées : «Pour une nouvelle photographie algérienne».

Complex culturel Laâdi Flici
8 juin :

Soirée musicale animée par Hamidou.

9 juin :

Soirée chaâbi animée par le grand artiste Abdelkader

Chaou.

12 juin :

Variété musicale avec Hassiba Abderaouf.

13 juin :

Soirée rai avec Kader Japoni

14 juin :

Soirée musicale animée par Kamel Aziz.

15 juin :

Lounis Ait Menguelat anime une soirée se chansons kabyles.

Port Djamil de Aïn Benian
1^{er} et 12 juin :

Cheb Toufik anime des soirées artistiques.

Plage Mohamed Kheloufi

2 juin :

Une soirée musicale animée par Kamal Meziane.

Piscine des Sablettes

3 juin :

Bariza chante les plus belles chansons de son répertoire artistique.

Plage Deca - Aïn Taya

4 juin :

Farid Djoudi enchantera le public par un spectacle plein de sonorités et de rythmes.

L. B.

Atelier international sur le patrimoine bâti

Le patrimoine architectural des Aurès mis en valeur

La région du Ghoufi, distante de 90 km au sud de Batna accueillera le premier atelier international sur le patrimoine architectural ou l'art du bâti dans la région des Aurès, du 14 au 25 juillet prochain, a affirmé mercredi le président de l'association des amis de Madghassen, Azzeddine Guerfi. Ce même responsable a affirmé dans une déclaration à l'APS que cette initiative, première du genre dans la région, a pour objectif de sensibiliser quant à l'importance du patrimoine architectural dans les Aurès en vue de sa préservation et sa promotion.

A ce propos, il a précisé qu'une session de formation concernant les principes de l'art architectural traditionnel aura lieu à travers l'organisation d'une rencontre, de travaux pratiques, ainsi que des visites sur terrain à des sites bâti. Cet atelier sera couronné par les résultats de deux semaines de visites et recherches menées par des spécialistes en restauration du vieux bâti, en vue de valoriser ce patrimoine matériel, en sus de la soumission aux autorités locales de propositions visant à le sauvegarder et le rénover, a ajouté cette même source.

M. Guerfi a également assuré que l'accord pour organiser cet atelier international a été conclu avec le partenaire Rahabi Med en marge de l'exposition de photographie «Aurès-patrimoine-mémoire et résistance» et du séminaire international sur le patrimoine architectural en Algérie organisé par l'association des amis de Madghassen à l'école d'architecture de Barcelone entre le 18 et le 26 mai 2017 et ce, en coordination avec l'association Rahabi et des spécialistes espagnols dans l'art du bâti.

D. R.

Veillées de ramadhan à Oran

Des soirées thématiques variées proposées par des associations

Un programme riche en activités culturelles, artistiques et scientifiques sera animé durant les soirées de ce mois de ramadhan à Oran, a-t-on appris mardi des associations organisatrices. Dans un communiqué transmis à la presse, l'association «Santé Sidi El-Houari» (SDH) a ainsi fait part de la réédition de ses rencontres du ramadhan nocturnes «Gaâdat

Zman».

Le public est invité dans ce cadre à assister aux causeries, tables rondes, projections cinéma et représentation théâtrale qui seront animées au niveau du site de SDH.

La première activité à l'affiche, prévue jeudi prochain, portera sur la projection du film à succès «Lion» (2016) de l'Australien Garth Davis, contant l'histoire

vraie d'un jeune recherchant sa famille d'origine en Inde. Les autres soirées proposées par SDH seront consacrées à la lecture, au patrimoine historique et à la formation/insertion socio-professionnelle des jeunes.

Pour sa part, l'association «Femmes algériennes revendiquant leurs droits» (FARD) a choisi d'ouvrir son programme «Causeries du ramadhan» sur

une table ronde autour de l'enfance, en partenariat avec l'association «Le Petit lecteur». Cette rencontre a été animée par des universitaires jeudi, à l'occasion de la Journée internationale des droits de l'enfance (1^{er} juin).

D'autres thèmes en rapport avec l'environnement, l'agriculture, l'économie et la citoyenneté, seront traités par FARD qui prévoit encore des hommages post-

Prévu pour le mois de septembre à Batna

Le musée relevant de l'école des beaux-arts bientôt ouvert

Un musée relevant de l'école régionale des beaux-arts de Batna sera ouvert en septembre prochain, a indiqué mardi à l'APS le directeur de l'école, Moussa Kechkache.

Construit en 2009, cet édifice qui était jusqu'ici inutilisé, fait actuellement l'objet d'une opération de réhabilitation en vue de répondre aux normes requises pour son exploitation en tant que musée, a précisé la même source, soulignant que cette infrastructure a été transférée à l'école régionale des beaux-arts en novembre 2016 sur décision du ministre de la Culture. Outre la préservation des œuvres muséales signées par

les enseignants et les étudiants de l'école, l'ouverture de ce musée va permettre de mettre en place un espace d'exposition permanent de tableaux, de calligraphie, de miniatures et autres sculptures, a-t-il ajouté. S'étendant sur une superficie de 1 500 m² au pôle culturel et sportif à la cité Kechida du chef-lieu de wilaya, ce musée attenant au siège de l'école régionale des beaux-arts doit ouvrir ses portes à l'occasion de la célébration du 30^e anniversaire de cette dernière, a-t-il encore fait savoir. M. Kechkache a, par ailleurs, indiqué que la mise en exploitation de ce musée va permettre à son école de se

singulariser à l'échelle nationale, affirmant que rares sont les écoles similaires dotées d'une telle infrastructure.

Cette nouvelle dotation sera ouverte devant tous les artistes de Batna et des wilayas voisines afin de promouvoir les arts plastiques dans la région et de fournir de la matière muséale au profit des passionnés d'art. Pour rappel, avec ses deux annexes dans les wilayas de Sétif et de Biskra, l'école régionale des beaux-arts de Batna compte actuellement plus de 1 500 étudiants inscrits dans diverses spécialités.



Coup-franc direct

Alcaraz ne déroge pas à la règle !

Par Mahfoud M.

Cela semble devenir une habitude pour les sélectionneurs nationaux qui parlent d'une chose et font le contraire. On pensait que le technicien espagnol, Alcaraz, qui vient d'être nommé à ce poste, allait changer d'orientation et ne faire confiance qu'aux joueurs qui seraient à cent pour cent de leurs capacités physiques et qui jouent régulièrement avec leurs clubs employeurs mais ce dernier n'a pas dérogé à la règle des autres sélectionneurs. En faisant appel à des joueurs manquant cruellement de compétition et qui n'évoluent pas régulièrement avec leurs formations respectives, ce dernier montre qu'il n'est pas aussi différent des autres. Il trouve même des excuses à ces derniers en avouant qu'ils pourraient venir frais à la sélection en cette fin de saison en n'étant pas sollicités régulièrement avec leurs clubs et n'étant pas de ce fait au bout du rouleau. Croyant bien faire, il fait, en fin de compte, entorse à la logique qui dit que la sélection devrait renfermer les joueurs les plus en forme du moment et ne pas choisir les éléments qui ne jouent pas régulièrement avec leurs équipes. En quoi donc Alcaraz serait différent des anciens autres sélectionneurs ? Il semble que rien n'est fait pour changer cette mentalité et que les sélectionneurs continueront à faire ce que bon leur semble sans suivre aucune logique, bien que tout est clair pour ce qui est de ce choix de joueurs qui devrait être fait de la meilleure des manières.

M. M.

Comité olympique et sportif algérien Le nouveau bureau exécutif se réunira le 10 juin

LE COMITÉ olympique et sportif algérien (COA), avec son nouveau bureau exécutif, tiendra sa première réunion le samedi 10 juin au siège de l'instance olympique à Alger sous la présidence de Mustapha Berraf, réélu pour un second mandat consécutif, a-t-on appris du COA. Cette réunion sera consacrée notamment à la «répartition des tâches, l'élaboration du plan d'action et l'étude du budget prévisionnel», a précisé le Comité olympique et sportif algérien. Berraf a été réélu samedi pour un nouveau mandat à la tête du COA lors de l'Assemblée générale électorale (AGE) en récoltant 80 voix contre 45 pour son concurrent au poste de président, Abdelhakim Dib et 11 bulletins nuls.

Après avoir reçu les félicitations de son adversaire ainsi que des membres de l'AG, 38 d'entre eux et six membres élus au bureau exécutif ont, quelques heures après, contesté la «régularité» du scrutin. Mais mardi, le président du Comité

international olympique (CIO), Tomas Bach, a adressé ses félicitations au COA suite au renouvellement de son organe exécutif.

«Permettez-moi de vous adresser mes félicitations les plus sincères pour votre réélection à la tête du Comité olympique et sportif algérien et de vous souhaiter tous mes vœux de succès pour ce nouveau quadriennal», a écrit Bach.

«Sachez que votre CNO (Comité national olympique, ndr) pourra compter, comme toujours, sur l'appui constant du CIO pour continuer de promouvoir et de développer le mouvement olympique dans votre pays et pour accomplir ses missions et ses activités au quotidien au service du sport et des athlètes algériens (...), a poursuivi le patron allemand du CIO.

Berraf, ancien basketteur international, occupe également le poste de 1^{er} vice-président de l'Association des comités nationaux olympiques africains (ACNOA).

Croatie

Saison blanche pour Soudani



Coupes gagnés de suite, s'est incliné avec ses coéquipiers mercredi soir en finale de la Coupe nationale face à Rijeka (3-1), qui a remporté la quatrième Coupe de Croatie de son histoire, moins d'un mois après s'être adjugé son premier Championnat.

L'attaquant algérien, dont le contrat devait expirer en cette fin de saison, a fini par le prolonger il y a quelques semaines.

L'INTERNATIONAL algérien, Hilal Soudani, est sorti bredouille cette saison pour la première fois depuis qu'il a rejoint le Dinamo Zagreb (Croatie) lors de l'été 2013.

Soudani, dont le club restait sur onze Championnats et deux

Eliminatoires CAN-2019 / Algérie-Togo

Alcaraz se défend d'avoir fait le bon choix

■ Le sélectionneur national, l'Espagnol Lucas Alcaraz, a officiellement dévoilé la liste des 23 joueurs qui défendront les couleurs nationales pour les deux prochaines sorties face à la Guinée en amical et au Togo en match officiel, jeudi dans une conférence de presse tenue au centre des équipes nationales de Sidi Moussa.

Par Mahfoud M.

Bien que cette liste a suscité la polémique vu le manque sensible en temps de jeu de certains éléments convoqués, le coach, lui, estime avoir fait un «choix bien étudié».

«J'ai supervisé pas moins de 60 joueurs sélectionnables, aussi bien en vidéo que sur le terrain.

J'estime avoir fait un choix bien étudié qui correspond à ce que j'attends de mon équipe dans ces deux matchs», a déclaré Alcaraz lors de cette conférence de presse tenue à la veille du début de son premier regroupement avec les Verts.

«Il est vrai que certains joueurs manquent de compétition avec leurs clubs respectifs, mais j'ai bien admiré leur comportement dans les matchs qu'ils ont joués avec la sélection. Aussi, le fait de n'avoir pas été beaucoup utilisés en club, devrait leur permettre d'arriver frais en cette fin de saison, qui risque d'être compliquée pour les joueurs qui ont de nombreuses rencontres dans les jambes», s'est encore défendu le technicien ibérique.

Le gardien de but Rais M'Bolhi, le latéral droit Mehdi Zeffane et le milieu de terrain Adlène Guedioura entrent dans cette catégorie de joueurs ayant un temps de jeu très faible en club.

Encore plus grave, M'Bolhi n'a joué aucun match officiel au cours de cette saison 2016-2017, aussi bien à Antalyaspor (Turquie) qu'à Rennes, la formation française où il a atterri en janvier passé.

Pour ce qui est du novice, Lyes Hassani, qui évolue en Bulgarie (FC Vereya) et dont il s'agit de la première convocation, le successeur du Belge Georges Leekens a fait savoir que son profil l'a plu, «d'autant qu'il s'agit d'un joueur polyvalent capable d'évoluer comme arrière-central ou demi-défensif».

Le technicien espagnol pense avoir choisi les meilleurs



PH. > D. R.

«Attal est talentueux, la porte est ouverte pour Meftah»

Le baptême du feu d'Alcaraz avec la sélection nationale coïncidera également avec le retour des deux capitaines des Verts, Carl Medjani et Sofiane Feghouli, recalés de la précédente coupe d'Afrique des nations (CAN-2017) au Gabon. Un retour que l'ex-entraîneur de la formation espagnole de Grenade a qualifié de «très logique».

«Ce sont deux joueurs ayant un poids important dans l'effectif de la sélection nationale, aussi bien sur le terrain qu'en dehors. Leur retour est somme toute logique. J'attends d'ailleurs beaucoup d'eux», a-t-il affirmé.

Quant au jeune latéral droit du PAC, Youcef Attal, qui vient d'accéder avec son club, en

Ligue 1, qui est considéré comme une véritable surprise, Alcaraz a justifié sa convocation par «le talent que recèle ce jeune qui vient d'effectuer des essais en Espagne», ajoutant qu'il a pris le soin d'analyser le jeu d'un nombre important d'autres joueurs du championnat algérien.

Au registre des absents, c'est surtout le nom de Rabie Meftah, le latéral droit de l'USM Alger et auteur de belles prestations lors de la précédente CAN, selon les spécialistes, qui est revenu le plus souvent lors de la conférence de presse d'Alcaraz.

Ce dernier a tenu à préciser à son sujet que les portes de l'équipe nationale «lui seront toujours ouvertes», même s'il n'a pas daigné lui faire appel pour ce stage.

M. M.

La liste des 23 :

Gardiens de but : M'bolhi, Jeannin, Rahmani.

Défenseurs : Mandi, Bensebaïni, Ghoulam, Boudebouda, Medjani, Hassani, Attal, Zeffane

Milieux de terrain : Guedioura, Taïder, Bentaleb, Brahimi, Feghouli, Boudebouz, Benghit

Attaquants : Slimani, Mahrez, Soudani, Hanni, Saâdi.

Classement Fifa

L'EN à la 53^e place

La sélection algérienne de football occupe la 53e position au classement mensuel de la Fédération internationale de football (Fifa) publié jeudi par l'instance mondiale.

Les Verts, qui totalisent 636 points, ont avancé d'une place par rapport à la dernière édition du 4 mai.

Sur le plan africain, l'Algérie occupe la 10e place derrière l'Egypte (20^e, 903 points), le

Sénégal (27^e, 839 pts), le Cameroun (32^e, 811), le Nigeria (38^e, 730), la RD Congo (39^e, 728), la Tunisie (41^e, 705), le Burkina Faso, (41^e, 705), la Côte d'Ivoire (47^e, 685) et le Ghana (49^e, 678).

Pour les adversaires des coéquipiers de Sofiane Feghouli en éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations (CAN-2019), le Bénin pointe à la 81^e place, le Togo est 112^e et la

Gambie 167^e.

Au niveau mondial, la sélection brésilienne caracole en tête du classement Fifa avec 1672 points, suivie de l'Argentine (1626 pts) et de l'Allemagne (1511 pts).

De son côté, la Pologne a intégré le Top 10 pour la première fois de son histoire.

La prochaine édition du classement Fifa sera publiée le 6 juillet 2017.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Culture

«Le voyage de Keltoum» de Anis Djâad en compétition en Inde

LE COURT métrage de fiction «Le voyage de Keltoum», dernière œuvre du cinéaste Anis Djâad, prendra part à la compétition officielle du 6^e Festival du court métrage de Bangalore (Inde), prévu le 11 juin prochain, a-t-on appris auprès de l'équipe du film. Sorti en 2016, «Le voyage de Keltoum» est la troisième œuvre du réalisateur après la sortie en 2014 de «Passage à niveau», doublement primé au Festival du court métrage maghrébin à Oujda (Maroc), et en 2012 de «Le hublot» également primé aux dernières JCA (Journées cinématographiques d'Alger). L'œuvre aborde de manière atypique le retour aux sources des immigrés, à travers l'histoire de Keltoum qui se retrouve obligée, malgré de grandes difficultés financières, de réaliser les vœux de sa sœur mourante de retourner sur des lieux qu'elle considère comme sacrés. Cette promesse confronte Keltoum à sa propre misère sociale, à sa famille qui lui

reproche sa modeste condition et à l'obligation de réaliser les dernières volontés de sa défunte sœur. Ce film a également été sélectionné en compétition officielle du 25^e Festival panafricain du cinéma et de la télévision de Ouagadougou (Fespaco), 27^e Festival du cinéma africain, d'Asie et d'Amérique latine à Milan en Italie, ou encore au 6^e Festival du film africain de Louxor (Egypte). «Le voyage de Keltoum» avait reçu le Prix du meilleur rôle féminin du 6^e Festival maghrébin du film d'Oujda, une distinction revenue à l'actrice franco-libanaise Soraya Baghdadia. Une soixantaine de courts métrages en provenance d'Inde, de Chine, de France, du Maroc ou encore d'Italie, prendront part à cette manifestation. Créé en 2012 pour célébrer le centenaire du cinéma indien, le Festival du court métrage de Bangalore œuvre pour la promotion des œuvres de jeunes auteurs indiens et étrangers. R. C.

Accident mortel à Akbou

Une fille de 8 ans et un homme de 39 ans décèdent

UN HOMME de 39 ans et une fillette de 8 ans ont trouvé la mort dans un accident de la route en ce mois de ramadhan, a-t-on appris de la cellule de communication de la Protection civile de la wilaya de Béjaïa. «L'accident a eu lieu mercredi vers 15h20, au niveau de la RN 26, au lieu-dit Laâzib, commune et daïra d'Akbou. Il s'agit d'une collision entre un véhicule léger de marque Citroën, dont le conducteur âgé de 39 ans a été gravement blessé et est décédé après son admission à l'hôpital d'Akbou et sa fille âgée de 8 ans, décédée sur les lieux de l'accident alors que l'autre fille de 10 ans a été grièvement blessée.

«Les trois victimes ont été évacuées vers l'hôpital par nos soins», ajoute la même source. Le 2^e véhicule est un bus de transport de voyageurs de marque Toyota, assurant la ligne Akbou-Béjaïa. «Quelques voyageurs ont été blessés et choqués. Ils ont été évacués avant l'arrivée des secours», précise la même source. Par ailleurs, un autre accident spectaculaire, heureusement sans perte humaine, a eu lieu à Amtik N'tafeth peu après 16h dans la commune de Béjaïa. Un véhicule de marque Mégane a dévalé un ravin avec à son bord 5 passagers dont le conducteur, a ajouté la même source. H. C.

Des fonds, des vêtements et des denrées alimentaires seront collectés

Radio Tizi Ouzou organise une opération de solidarité envers les enfants handicapés

LA CHAÎNE locale de la radio algérienne à Tizi Ouzou organise ce jour'hui une opération de solidarité envers les enfants handicapés, avons-nous appris de son directeur, Arezki Azouz. Il sera question de la collecte de fonds, de vêtements et de denrées alimentaires au profit des familles comptant plus de deux enfants handicapés par foyer, a précisé notre interlocuteur qui n'a pas manqué de souligner : «Nous avons pris connaissance, malheureusement, de l'existence de foyers dont 6 membres d'une

même famille sont des handicapés». Des points de collecte seront ouverts dans la daïra de Tizi Ouzou, au niveau de la salle omnisports du Centre médico-pédagogique pour enfants handicapés mentaux de Boukhalfa, du Centre psychopédagogique d'Ait Oumalou dans la daïra de Larbaa Nath Irathen, le bureau de la Direction de l'action sociale au village Cheurfa dans la daïra d'Azazga et du bureau du Croissant-Rouge algérien (CRA) de Draa El Mizan. Durant toute la journée d'aujourd'hui, la grille



Le chanteur retrouve la maison de la culture de Tizi Ouzou

Lounis Aït Menguellet replonge son public dans son ancien répertoire

■ Le chanteur kabyle Lounis Aït Menguellet s'est produit jeudi soir à la salle de spectacles de la maison de la culture Mouloud-Mammeri de Tizi Ouzou en entame des soirées organisées par la direction locale de la culture.

Par Hamid M.
Une salle qu'il a retrouvée après deux années d'absence. C'est dans une salle pleine à craquer et des centaines de personnes restées dehors après épuisement des tickets, que L o u n i s Aït Menguellet a interprété des dizaines de ses œuvres au bonheur de son public composé de jeunes et moins jeunes. Pour son premier gala des trois prévus dans la même salle (jeudi, vendredi et samedi), Lounis a beaucoup puisé de son ancien répertoire, permettant au public de faire ce «voyage dans le temps» de plus d'une trentaine

d'années. «Teltyam dhi laamri» (Trois jours de ma vie), «Ezzahriw» (Ma chance), «Akka Ammi» (Comme ça mon fils), «Isligh Utaxi» (J'ai entendu le taxi), «Ouragness Tabbrats» (Je lui ai écrit une lettre), «Ouri Tsadjagh» (Ne me laissez pas) et d'autres chansons, surtout anciennes, ont été magistralement interprétées par le maestro. Le public était en harmonie avec son idole et reprenait en chœur ses titres. Certains ont même dansé au rythme des chansons. C'est dans cette ambiance que le spectacle a duré plus de deux heures et demie au bonheur des fans de Lounis Aït Menguellet accompagné comme d'habitude de son fils Djafar. Même si au début du gala Lounis était un peu perturbé par deux incidents techniques de la sonorisation le contraignant à lâcher : «L'incompétence à la dent dure», le retour de Lounis a été un moment de retrouvailles chaleureuses avec son public. Devant la presse, à la fin de son gala, Lounis Aït Menguellet a confié qu'il était ému de chanter devant un public composé de jeunes et de moins jeunes. Chanter devant les différentes générations est synonyme que ses œuvres se transmettent d'une génération à une autre. Il a confié qu'«être au niveau de cette salle entourée de ce chaleureux public et de toutes ces familles, c'est pour moi une sorte de ressourcement à chaque fois que je suis dans



cette salle de la maison de la culture Mouloud-Mammeri». Le chanteur donne rendez-vous pour ses fans à Alger, Oran et Marseille, à qui il rendra visite durant ces mois de juin pour leur offrir des moments de bonheur puisés de son répertoire. S'agissant de sa non programmation de spectacles à Béjaïa, Lounis Aït Menguellet a pointé du doigt la direction locale de la culture tenue pour responsable de cette situation. Lounis a exprimé ses regrets de ne pas pouvoir rencontrer ses fans dans cette ville. A noter, enfin, que Lounis Aït Menguellet devait animer hier soir un second spectacle à la maison de la culture Mouloud-Mammeri de Tizi Ouzou et un troisième aujourd'hui.

H. M.